

CONTRIBUTION AU GSR-24 : APPROCHES NOVATRICES CONCERNANT LES RETOMBÉES POSITIVES DES TECHNOLOGIES TRANSFORMATRICES

1. Quels sont les **défis et contraintes auxquels les décideurs et régulateurs font face dans le cadre de l'adoption de technologies porteuses de transformations et d'opportunités ?**

Défis et Contraintes :

- insuffisance dans la connaissance ou la compréhension des technologies émergentes eu égard à la veille permanente et à l'anticipation que cela requiert ;
- besoin d'adapter les cadres législatifs et réglementaires existants à un rythme rapide de développement technologique ;
- insuffisance de prise en charge des mutations technologiques dans les politiques publiques ;
- défis d'encadrement des nouvelles technologies ;
- impérieuse nécessité de juguler le risque de cybercriminalité émanant naturellement des nouvelles technologies notamment avec l'intelligence artificiel ;
- défis de protection des données à caractère personnel.

Les décideurs politiques et régulateurs doivent à cet effet essayer de s'adapter aux évolutions technologiques en mettant en place des cadres qui puissent accompagner ces évolutions.

Opportunités :

- création de nouveaux secteurs économiques et d'emplois liés aux technologies émergentes ;
- amélioration de l'efficacité des services publics grâce à l'automatisation et à l'innovation technologique ;
- potentiel pour résoudre des problèmes sociaux et environnementaux grâce à l'innovation technologique ;
- renforcement de la compétitivité économique à l'échelle mondiale ;
- possibilité pour les opérateurs de Co investir sur des infrastructures qui coutent chères et dont la duplication n'est pas optimale.

Le développement technologique réduit les coûts de certaines infrastructures ce qui pourrait être aussi une opportunité pour le secteur du numérique. Les acteurs pourraient réorienter leurs investissements vers ces technologies.

2. Quelles sont les mesures **réglementaires et principes directeurs essentiels** à suivre pour s'assurer que les technologies soient porteuses de transformations plus positives et inclusives ?

La régulation doit toujours suivre les principes directeurs tels que (la transparence, la non-discrimination, l'égalité de traitement, la promotion de l'innovation) dans sa recherche d'équilibre et d'efficacité dans les secteurs régulés.

Les décisions de régulation doivent tenir compte autant que possible de l'intérêt des acteurs (privés, publics, consommateurs) avec un accent fort mis sur l'intérêt général et la protection des consommateurs qui sont le maillon faible de la chaîne.

Dans cet esprit, diverses mesures réglementaires qui auront un impact inclusif peuvent être prises. Il s'agira notamment de :

- favoriser l'accès équitable et non discriminatoire aux ressources et aux infrastructures ;
- promouvoir des technologies innovantes et accompagner les startups les plus innovantes en leur donnant accès (bac à sable, plateformes) à certaines ressources critiques (numéros, fréquence, code USSD, etc..) pour tester leurs solutions ;
- veiller à une concurrence saine entre les acteurs ;
- développer un cadre réglementaire souple, agile et adapté pour accompagner l'évolution technologique, l'innovation et les réalités des marchés ;
- mettre en œuvre une fiscalité qui encourage l'investissement et des prix compétitifs ;
- renforcer la protection des données personnelles et le respect de la vie privée des utilisateurs ;
- promouvoir l'éducation et la formation pour assurer l'inclusion numérique de tous les citoyens.

3. Comment susciter un comportement positif des acteurs du marché ? Comment atténuer les risques tout en optimisant les bénéfices ?

Cadre réglementaire : Il faudra un cadre réglementaire très clair qui fixe le principe, les règles du jeu et les sanctions prévues en cas de violation. Les sanctions doivent être dissuasives et à la hauteur des manquements ou infractions commis.

Implication des acteurs : Il faudra associer les acteurs aux projets du gouvernement, à travers des consultations publiques ou d'autres mécanismes, les responsabiliser dans les situations où leur implication est nécessaire. Il faudra également que le régulateur aménage un espace économique favorable à l'épanouissement de chaque catégorie d'acteurs.

Il est important aussi que les régulateurs collaborent pour le traitement de certaines questions transversales.

En outre, il est important de :

- favoriser la collaboration entre les acteurs du marché, la société civile et les régulateurs pour anticiper sur les risques ;
- encourager la recherche et le développement de technologies responsables et durables ;
- mettre en place des mécanismes de contrôle et de supervision pour prévenir les abus et les conséquences néfastes des technologies émergentes.

Aussi, les pouvoirs publics doivent faire preuve de transparence dans le processus de prise de décision et motiver lesdites décisions. Ces dernières doivent également faire l'objet de recours devant les juridictions nationales compétentes.